Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Syrie-Stop-a-l-escalade-dans-la,1361

Non à l'intervention armée en Syrie, non à la participation de la France

Syrie : Stop à l'escalade dans la barbarie

- Internationale -

Date de mise en ligne : jeudi 5 septembre 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ce 6 Septembre à 18h devant l'opéra !

Les communistes de Vénissieux avaient invités des démocrates syriens lors des 5emes rencontres internationalistes en Novembre 2012. Nous avions déjà affirmé qu'il fallait faire cesser l'intervention militaire étrangère organisée par les puissances occidentales et leurs alliés du pétrole.

L'histoire nous dira qui porte la responsabilité du cercle infernal de la violence qui depuis deux ans a détruit la Syrie. Mais nous tenons compte de l'expérience des guerres néocoloniales faites au nom des droits de l'homme, nous prenons en compte l'analyse des communistes Syriens, Libanais, Israéliens et Turcs qui tous dénoncent l'intervention occidentale comme le facteur principal de guerre.

Notre premier souci n'est pas de nous poser en juge de la réalité syrienne, mais de prendre nos responsabilités en France, de dénoncer l'escalade que les grandes puissances organisent derrière le masque de leurs mensonges médiatiques.

Nous savons que leurs motivations réelles sont celles des gazoducs qui traversent le moyen orient, et celles des rapports de puissance et de la géopolitique d'un moyen-orient enjeu des rapports de forces entre OTAN, Iran, Russie, Chine...

Les communistes de Vénissieux appellent toutes les forces sociales de la ville à dénoncer l'utilisation de la guerre par les grandes puissances au service de grandes multinationales.

Ils soutiennent donc l'appel du mouvement de la paix à se mobiliser, ce vendredi 6 Septembre à 18h devant l'opéra de Lyon.

Appel du mouvement de la paix

Copyright © Le Vénissian

L'escalade proposée par le Président Hollande n'est pas la bonne issue.

Le Mouvement de la Paix condamne fermement l'utilisation d'armes chimiques. Par leurs luttes, les peuples ont gagné la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, signée le 13 janvier 1993, qui interdit la mise au point, la fabrication, le stockage et l'usage des armes chimiques.

Avant même les conclusions de la mission de l'ONU, seule habilitée à mener une telle enquête sur l'utilisation des armes chimiques, la France, les USA et leurs alliés membres de l'OTAN, déclarent avoir des certitudes. Si preuves il y a, ils ont la responsabilité de les transmettre à l'ONU. Envisager une intervention militaire en dehors des Nations Unies, malgré le risque conséquent d'un embrasement de toute la région, consiste à se poser en « juges et gendarmes du monde », à alimenter le cercle infernal des logiques de guerre et de violence en négligeant l'intérêt des peuples.

Il y a deux ans, un soulèvement citoyen pacifiste exigeait plus de démocratie et de progrès social en Syrie. Le régime syrien de Bachar El Assad a répondu par une répression féroce refusant toute ossibilité de dialogue et provoquant l'escalade d'une guerre civile dans laquelle se sont engouffrées des puissances et des forces politiques régionales (Iran, Turquie, Arabie Saoudite, Qatar, Hezbollah...) et permettant aux militants les plus radicaux rescapés des interventions militaires en Irak, Afghanistan, Libye, Mali de se mettre au service des uns ou des autres.

Le bilan est effroyable pour le peuple syrien : plus de 100 000 morts, 4 millions de déplacés qui ont tout perdu, 1 500 000 exilés, et un pays dévasté. Aujourd'hui cette crise syrienne est devenue une crise géopolitique où chacun défend ses intérêts dans la région. Prétextant un blocage au Conseil de sécurité de l'ONU de la part de la Chine et de la Russie, les puissances occidentales membres de l'OTAN n'ont pris aucune initiative pour résoudre politiquement ce conflit. Ainsi le plan incarné par Kofi Annan en a fait les frais. La structuration de la société syrienne rendait nécessaire un processus long de concertations, rendu possible par la présence d'observateurs en nombre, permettant d'assurer une évolution vers plus de démocratie. Dans ce contexte, l'utilisation de forces de paix non violentes sous l'égide de l'ONU, aurait pu le permettre. Au lieu de cela, les antagonismes ont été entretenus, voire même alimentés, et les horreurs de la guerre civile ont affaibli les possibles recours. C'est ainsi que la perspective odieuse d'une intervention armée, en contradiction totale avec l'intérêt des peuples, peut aujourd'hui nous être présentée comme indispensable. L'indispensable pour la population est de vivre en sécurité, de se nourrir, de s'instruire, d'être soigné dans de bonnes conditions et de pouvoir s'exprimer en toute liberté. Or tout cela, la guerre l'interdit. Loin d'être la solution, elle ne bénéficierait qu'aux marchands d'armes.

Le Mouvement de la Paix dénonce catégoriquement l'argument, relayé à l'unisson par les médias, d'une guerre indispensable. En Syrie comme ailleurs, ce qui est nécessaire c'est la Paix comme socle d'une société humaine se conformant aux engagements pris en 1998 par la communauté internationale dans le cadre de l'adoption de la culture de paix et de la non-violence.

Le Mouvement de la Paix demande au gouvernement français de renoncer à l'emploi des forces armées, de faire respecter le droit international et de prendre toutes les initiatives politiques possibles pour obtenir un cessezle-feu. Le Mouvement de la Paix demande la reprise du plan de Kofi Annan avec des moyens humains renforcés pour parvenir à une transition démocratique en Syrie et permettre une stabilisation de la région.

Copyright © Le Vénissian